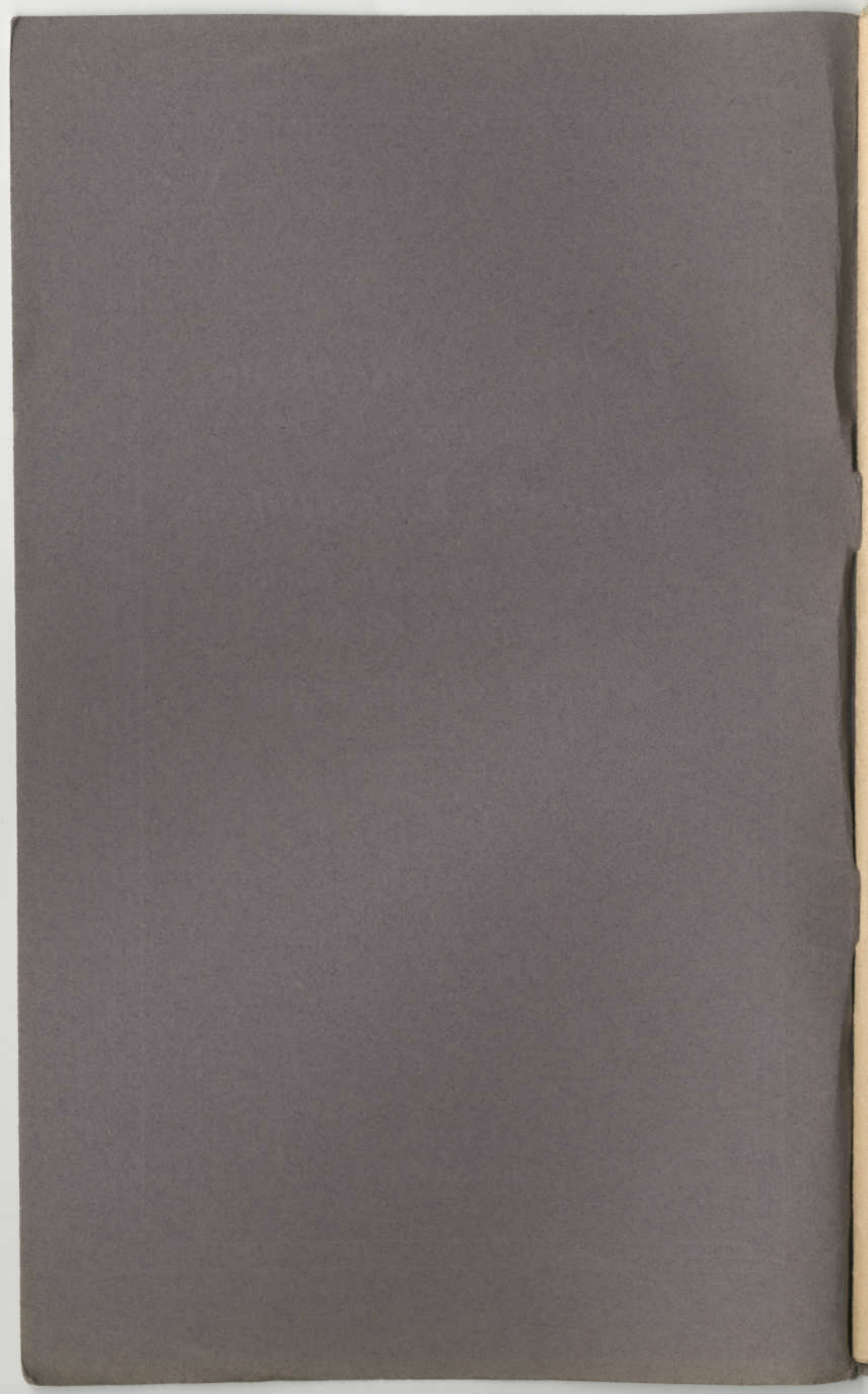


1

103

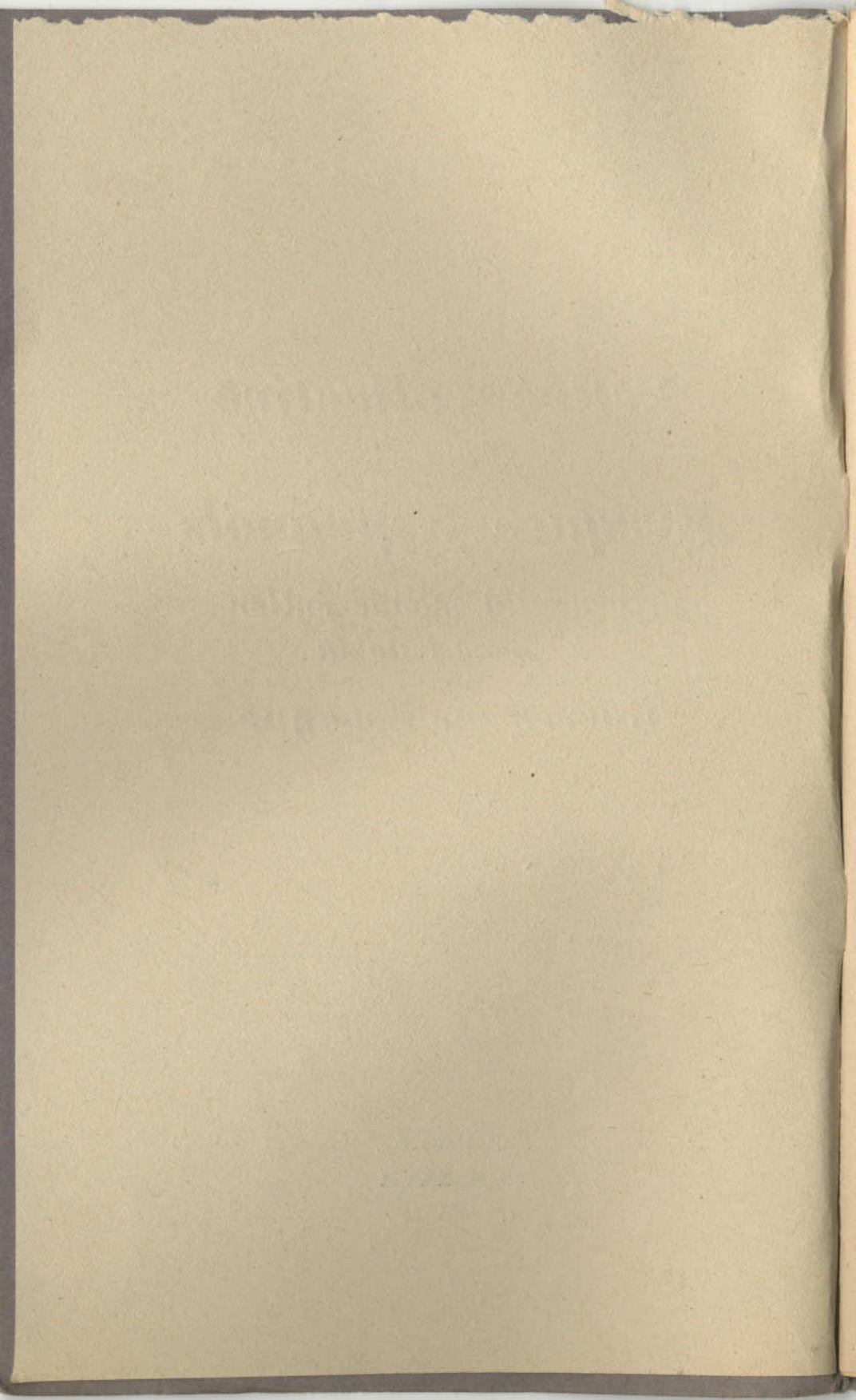
*Lettre collective*  
*des*  
*Evêques Espagnols*  
*à ceux du monde entier*  
*à propos de la*  
*Guerre en Espagne*

JUILLET  
MCMXXXVII



***Lettre collective***  
***des***  
***Evêques Espagnols***  
***à ceux du monde entier***  
***à propos de la***  
***Guerre en Espagne***

**JUILLET**  
**MCMXXXVII**



## VÉNÉRABLES FRÈRES,

### 1. — RAISON DE CE DOCUMENT

Les peuples catholiques se sont toujours aidés mutuellement dans les jours de tribulation, obéissant ainsi à la loi de charité et de fraternité qui joint dans un corps mystique tous ceux qui communient dans la pensée et l'amour de Jésus-Christ. Un des organes naturels de cet « échange » spirituel, ce sont les Évêques, que le Saint-Esprit a chargés de régir l'Église de Dieu. L'Espagne, qui traverse une des plus grandes tribulations de son histoire, a reçu de nombreuses manifestations de sympathie et de condoléance de l'Épiscopat catholique étranger, dans des messages soit collectifs, soit émanés de nombre d'Évêques en particulier. Et l'Église espagnole, si terriblement éprouvée dans ses membres : évêques et prêtres, et dans ses temples, veut aujourd'hui répondre par ce document collectif au grand mouvement de compassion qui nous est parvenu de tous les endroits du monde.

Notre pays subit un profond bouleversement : ce n'est pas seulement une guerre civile des plus cruelles, et qui nous comble d'afflictions ; c'est une terrible secousse, qui ébranle jusqu'en ses fondements la vie sociale et met en danger notre existence même comme nation. Vous l'avez

compris, Vénérables Frères, et « vos paroles et votre cœur se sont ouverts à nous », pouvons-nous dire avec l'Apôtre, en nous laissant voir les profondeurs de votre charité envers notre chère patrie. Que Dieu vous récompense !

Mais, en même temps que notre gratitude, Vénérables Frères, nous devons vous faire connaître notre douleur, causée par la méconnaissance de tout ce qui se passe réellement en Espagne. C'est un fait, et prouvé par une abondante documentation, que la pensée d'une grande partie de l'opinion étrangère ne coïncide pas avec ce qui a eu lieu réellement dans notre pays. Il se peut que les causes de cette erreur soient : l'esprit antichrétien, qui a vu dans la querelle de l'Espagne une partie décisive se jouant pour ou contre la religion de Jésus-Christ et la civilisation chrétienne ; le courant opposé de doctrines politiques qui prétendent à l'hégémonie du monde ; le travail tendancieux des forces occultes internationales ; enfin l'anti-patrie, se servant de certains Espagnols égarés, qui se prévalent de leur qualité de catholiques, et ont ainsi causé un tort énorme à la véritable Espagne. Et ce qui nous fait le plus de chagrin, c'est qu'une grande partie de la presse étrangère ait contribué à cette « déviation » intellectuelle, qui pourrait être funeste aux intérêts sacrés pour lesquels on lutte dans notre patrie.

Presque tous ceux d'entre nous, Évêques qui signons cette lettre, nous avons essayé de donner, en son temps, la note juste sur la signification de la guerre. Nous remercions la presse catholique étrangère d'avoir admis l'exactitude de nos déclarations, et par contre nous regrettons que quelques journaux et revues, qui auraient dû être un exemple de respect et de soumission à la voix des Prélats de l'Église, l'aient combattue ou discutée.

Cela oblige l'Épiscopat espagnol à s'adresser collectivement à ses Frères du monde entier, dans le seul but de faire res-

sortir la vérité, obscurcie par légèreté ou par malice et afin qu'ils nous aident à la répandre. Il s'agit d'une question des plus graves, qui concerne, non pas les intérêts politiques d'une nation, mais les bases mêmes, les bases providentielles, de la vie sociale : la religion, la justice, l'autorité et la liberté des citoyens.

Nous remplissons ainsi, en même temps que notre métier pastoral — qui comporte avant tout le magistère de la vérité — un triple devoir de religion, de patriotisme et d'humanité. De religion, parce que, témoins des grandes prévarications et des héroïsmes qui ont eu pour théâtre notre pays, nous pouvons donner au monde des leçons et des exemples qui rentrent dans notre ministère épiscopal et qui seront profitables à tous. De patriotisme, parce que l'Évêque est le premier obligé à défendre le bon renom de sa patrie, « terra patrum », car ce sont nos ancêtres qui ont fait la nôtre aussi chrétienne qu'elle est, « engendrant leurs fils pour Jésus-Christ par la prédication de l'Évangile ». D'humanité, car, puisque Dieu a permis que notre pays fût un champ d'expérience pour les idées et les systèmes qui aspirent à conquérir le monde, nous voudrions que le dommage restât limité à notre pays et que les autres nations échappassent à la ruine.

## 2. — NATURE DE CETTE LETTRE

Ce document ne sera pas la démonstration d'une thèse, mais plutôt la simple exposition, à larges traits, des faits qui caractérisent notre guerre et lui donnent sa physionomie historique. La guerre de l'Espagne est le résultat de la lutte de deux idéologies inconciliables ; même à son origine se trouvent engagées les plus graves questions d'ordre moral, juridique, religieux et historique. Il serait facile de développer les points fondamentaux de doctrine appliquée à notre moment actuel. Cela a déjà été fait, copieusement, même par quelques-uns des Vénérables Frères signataires de cette Lettre. Mais nous vivons à une époque de positivisme calculateur et froid et, surtout quand il s'agit d'événements aussi historiques que ceux qui se sont produits dans cette guerre, ce qu'on désire — on nous l'a demandé cent fois de l'étranger — ce sont des faits pris sur le vif qui, par affirmation ou par opposition, donnent une note de vérité simple et juste.

C'est pourquoi cet Écrit présente un caractère affirmatif et catégorique, d'ordre empirique. Et cela à deux points de vue : celui du jugement que nous formulons solidairement sur l'interprétation légitime des faits ; et celui d'une affirmation « per oppositum », par quoi nous détruisons, en toute charité, les fausses allégations ou les interprétations déformées au moyen desquelles on a falsifié l'histoire de cette année de la vie d'Espagne.

### 3. — NOTRE POSITION DEVANT LA GUERRE

Qu'on sache, avant tout, ceci (puisque la guerre a pu être prévue dès qu'on attaqua avec violence et sans aucune mesure l'esprit national) : l'Épiscopat espagnol a donné, depuis 1931 jusqu'à présent, les exemples les plus élevés de prudence apostolique et civique. Se conformant à la tradition de l'Église et suivant les règles dictées par le Saint-Siège, il se rangea résolument du côté des pouvoirs constitués, avec lesquels il s'efforça de collaborer pour le bien commun. Et malgré les offenses répétées faites aux personnes, aux choses et aux droits de l'Église, il persista dans son ferme propos de ne pas troubler le régime de concorde établi auparavant. « *Etiam dyscolis* » : Aux vexations nous avons toujours répondu par l'exemple de l'humble soumission, dans tous les cas où cela nous était possible ; par des protestations graves, raisonnées et apostoliques quand c'était notre devoir ; et en exhortant sincèrement et souvent nos ouailles à la soumission légitime, à la prière, à la patience et à la paix. Et le peuple catholique nous a suivis ; ce qui prouve que notre intervention est un facteur efficace de concorde nationale dans les moments de profonde commotion sociale et politique.

Lorsque la guerre éclata, nous l'avons déploré plus que personne, parce qu'elle est toujours un mal des plus graves, bien rarement compensé par un bien problématique, et parce que notre mission est toute de réconciliation et de paix : « Et

in terra pax ». Dès son commencement nous avons prié le ciel pour qu'elle cessât. Et, à cette heure, nous répétons les paroles de Pie XI, prononcées en un moment où la défiance mutuelle des grandes puissances risquait de déchaîner la guerre sur l'Europe : « Nous invoquons la paix, nous bénissons la paix, nous prions pour la paix. » Dieu nous est témoin des efforts que nous avons faits pour réduire les dégâts qui en sont toujours la conséquence.

A nos vœux de paix nous joignons notre pardon généreux pour nos persécuteurs, et nos sentiments de charité pour tous. Et nous répétons sur les champs de bataille, et à nos fils de l'une et l'autre faction, la parole de l'Apôtre : « Le Seigneur sait combien nous vous aimons tous en Jésus-Christ. »

Mais la paix est la « tranquillité de l'ordre, divin, national, social et individuel, qui assure à chacun sa place et lui donne ce qui lui est dû, en plaçant la gloire de Dieu au sommet de tous les devoirs et en faisant dériver de son amour le service fraternel de tous ». Et tels sont la condition humaine et l'ordre de la Providence (rien jusqu'ici n'a pu s'y substituer), que la guerre, quoique un des plus terribles fléaux de l'humanité, est quelquefois le remède héroïque, le seul possible, pour ramener les choses dans l'orbe de la justice et dans le royaume de la paix. C'est pour cela que l'Église, tout en étant la fille du Prince de la Paix, bénit les emblèmes de la guerre, et qu'elle a fondé les Ordres Militaires et organisé les Croisades contre les ennemis de la foi.

Ce n'est pas notre cas. L'Église n'a pas voulu cette guerre, et elle ne l'a pas du tout cherchée et nous ne croyons pas nécessaire de défendre l'Église d'Espagne des accusations de belligérance portées contre elle par certains journaux étrangers. Il est exact que des milliers de ses fils, obéissant aux injonctions de leur conscience et de leur patriotisme et sous leur responsabilité personnelle, aient pris les armes pour

sauver les principes de religion et de justice chrétienne qui avaient, séculièrement, formé la Nation ; mais ceux qui l'accusent d'avoir provoqué cette guerre ou d'avoir conspiré en sa faveur, ou même seulement de n'avoir pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'éviter, ceux-là méconnaissent ou falsifient la vérité.

Telle est la position de l'Épiscopat espagnol, de l'Église espagnole, devant la guerre actuelle. On la vexa et on la persécuta bien avant le début des hostilités ; elle a été la principale victime de la furie d'une des factions combattantes ; et elle n'a pas cessé de travailler, par ses prières, par ses exhortations, et de toute son influence, à limiter ses dommages et à abrégéer les jours d'épreuve.

Et si, aujourd'hui, nous rendons collectivement notre verdict sur la question si complexe de la guerre en Espagne, c'est pour deux raisons. D'abord, parce que, même si la guerre n'avait eu qu'un caractère politique ou social, sa répercussion dans l'ordre religieux a été si grave et il est apparu si clairement, dès le début, qu'une des deux factions belligérantes tendait à éliminer la religion catholique en Espagne, que nous autres, Évêques catholiques, nous ne pouvions rester passifs sans abandonner les intérêts de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et sans mériter le terrible sobriquet de « canes muti », dont le prophète flétrit ceux qui, ayant l'obligation de parler, se taisent devant l'injustice. Ensuite parce que l'attitude devant la guerre de l'Église espagnole, c'est-à-dire de l'Épiscopat espagnol, a été interprétée faussement à l'étranger. Un homme politique des plus notoires, écrivant dans une revue étrangère, ne l'attribue rien moins qu'à l'aveuglement des Archevêques espagnols, vieillards qui, selon lui, doivent tout ce qu'ils sont au régime monarchique et qui auraient entraîné les autres Évêques, pour des raisons de discipline et d'obéissance, dans un sens favorable au mouvement national ;

d'autres nous accusent d'être téméraires, en exposant aux hasards d'un régime absorbant et tyrannique l'ordre spirituel de l'Église dont cependant nous sommes obligés de défendre l'indépendance.

Eh bien ! non ; cette indépendance, nous la réclamons, avant tout, pour l'exercice de notre ministère ; c'est d'elle que découlent toutes les libertés que nous revendiquons pour l'Église. C'est en vertu de cette indépendance que nous ne nous sommes attachés à personne — individus, pouvoirs ou institutions — quelque gratitude que nous gardions à ceux qui nous ont protégés contre l'ennemi qui voulait nous perdre ; et nous sommes prêts à collaborer, comme Évêques et comme Espagnols, avec ceux qui s'efforcent de restaurer en Espagne un régime de paix et de justice. Aucun pouvoir politique ne pourra prétendre que nous nous soyons, à aucun moment, départis de cette ligne de conduite.

#### 4. — LES CINQ ANNEES QUI ONT PRECEDE LA GUERRE

Nous affirmons avant tout que cette guerre a été occasionnée par l'imprudence et les erreurs, sinon par la malice ou la lâcheté, de ceux qui auraient pu l'éviter en gouvernant la nation selon la justice.

Laissons à part d'autres causes de moindre efficacité : ce sont les législateurs de 1931 et ensuite le pouvoir exécutif de l'État avec ses pratiques de gouvernement, qui dévoyèrent brusquement notre histoire dans un sens tout à fait contraire à la nature et aux besoins de l'esprit national, en particulier par rapport au sentiment religieux prévalant dans le pays. La Constitution et les lois laïques qui interprétèrent son esprit constituaient une attaque violente et continue contre la conscience nationale. Les droits de Dieu étant annulés et l'Église persécutée, notre société était affaiblie, légalement, en ce que sa vie a d'essentiel, c'est-à-dire, la religion. Le peuple espagnol qui, dans sa majorité, gardait vivante la foi de ses ancêtres, endura, avec une admirable patience, les outrages répétés imposés à sa conscience par des lois iniques ; mais l'audace de ses gouvernants avait placé dans son âme, avec l'offense, un germe de répudiation et de protestation contre un pouvoir social capable d'attenter à la justice la plus fondamentale : celle qu'on doit à Dieu et à la conscience des citoyens.

En même temps, l'autorité abandonnait ses pouvoirs à la

populace, dans de nombreuses et graves occasions. L'incendie des temples à Madrid et dans les provinces en mai 1931, les révoltes du mois d'octobre 1934, spécialement en Catalogne et en Asturies, où l'anarchie régna pendant deux semaines ; la période turbulente qui va de février à juillet 1936, pendant laquelle furent détruites ou profanées 411 églises et furent commis environ 3.000 graves attentats d'ordre politique et social, présageaient la ruine totale de l'autorité publique, qu'on a vu souvent céder à la force des pouvoirs occultes qui surveillaient son fonctionnement.

Notre régime politique de liberté démocratique fut ébranlé par les procédés arbitraires de l'autorité de l'État et par la coaction gouvernementale qui faussa la volonté populaire, en montant une machine politique contre la majorité de la nation, de sorte que, aux élections parlementaires du mois de février 1936 et avec plus d'un demi-million de voix de majorité sur les gauches, les droites obtinrent 118 députés de moins que le Front Populaire ; et cela parce qu'on avait annulé arbitrairement les votes de provinces entières. Ainsi fut viciée, dès son origine, la légitimité du Parlement.

Et, à mesure que notre peuple se décomposait par le relâchement des liens sociaux, que notre économie était saignée à blanc, que s'altérait sans aucune raison le rythme du travail et que s'affaiblissait sourdement la force des institutions de défense sociale, un autre peuple puissant, la Russie, influençant les communistes d'ici par le théâtre et le cinéma, par ses coutumes et ses rites exotiques, par la fascination intellectuelle et la subornation matérielle, préparait l'esprit populaire pour l'éclatement de la révolution, dont on pouvait désigner la date presque à coup sûr.

Le 27 février 1936, et à l'occasion du triomphe du Front Populaire, le *Komintern* décrétait la révolution espagnole et la finançait, au moyen de sommes exorbitantes. Le 1<sup>er</sup> mai sui-

vant, des centaines de jeunes gens réclamaient publiquement à Madrid « des bombes, des pistolets, de la poudre et de la dynamite pour la prochaine révolution ». Le 16 du même mois, le représentant de l'U.R.S.S., se réunissait à la Maison du Peuple à Valence, avec des délégués espagnols de la troisième Internationale, et voici le neuvième de leurs accords : « Charger l'un des secteurs de Madrid (désigné par le n° 25 et composé de policiers en activité), d'éliminer les personnages politiques et militaires destinés à jouer un rôle intéressant dans la contre-révolution. » Pendant ce temps, de Madrid jusqu'aux villages les plus éloignés, les milices révolutionnaires recevaient l'instruction militaire et on les armait abondamment, tant et si bien que, au moment où éclata la guerre, ils comptaient 150.000 soldats d'assaut et 100.000 de choc.

Il se peut, Vénérables Frères, que l'énumération de ces faits vous paraisse indigne d'un document épiscopal. Nous avons néanmoins tenu à la substituer aux raisons de droit politique qui pouvaient justifier un mouvement national de résistance. Sans Dieu, qui doit être à la base et au sommet de la vie sociale ; et sans l'autorité, que rien ne peut remplacer dans ses fonctions de créatrice de l'ordre et de conservatrice du droit civil ; et d'autre part avec la force matérielle au service des sans-Dieu et des sans-conscience, manœuvrés par des agents puissants d'espèce internationale, il était fatal que l'Espagne glissât vers l'anarchie, qui est le contraire du bien commun, de la justice et de l'ordre social. C'est à ce degré qu'en sont tombées les régions espagnoles où la révolution marxiste a suivi son cours normal.

Voilà les faits. Confrontez-les avec la doctrine de Saint Thomas sur la légitime défense par la force et soyez juges. Personne ne peut nier qu'au moment où le conflit éclata, l'existence même du bien commun — la religion, la justice,

la paix — était gravement compromise ; et que l'ensemble des autorités sociales, et des hommes prudents qui constituent le peuple dans son organisation naturelle et dans ses meilleurs éléments, reconnaissaient le péril public. Quant à la troisième condition, que requiert le Docteur Angélique ; c'est-à-dire la conviction des hommes prudents sur la probabilité du triomphe, nous laisserons l'histoire en juger ; les faits, jusqu'à présent, ne la contredisent pas.

Répondons ici à une objection qu'une revue étrangère fait au sujet des prêtres assassinés, et qu'on pourrait étendre à toutes les victimes de cet immense bouleversement social que subit l'Espagne. Elle peut ainsi se résumer : si le soulèvement ne s'était pas produit, la paix publique n'aurait pas été altérée : « Malgré les désordres commis par les Rouges, lisons-nous, il est indéniable que, si Franco ne s'était pas révolté, les centaines ou les milliers de prêtres qui ont été assassinés auraient conservé la vie et continué à faire œuvre de Dieu dans les âmes. » Nous ne pouvons souscrire à cette affirmation, ayant été témoins de la situation de l'Espagne au début du conflit. La vérité, c'est tout le contraire ; c'est une chose prouvée au point de vue documentaire que, dans le projet minutieux de la révolution marxiste qui se préparait et qui allait éclater dans tout le pays, si dans une grande partie de celui-ci le mouvement civico-militaire ne l'eût empêchée à temps, l'extermination du Clergé catholique, et celle des gens de droite les plus en vue, était ordonnée, ainsi que la soviétisation des industries et l'instauration du communisme. C'est en janvier dernier qu'un dirigeant anarchiste déclarait au monde, par la radio : « On doit dire les choses telles qu'elles sont et la vérité n'est pas autre que celle-ci : les militaires nous ont devancés pour nous empêcher de déchaîner la révolution. »

Il reste donc acquis, comme première affirmation de cet

Écrit, que cinq ans d'outrages continuels aux sujets espagnols dans l'ordre religieux et social avaient mis en danger l'existence même du bien public et produit une tension énorme dans l'esprit du peuple espagnol ; qu'une fois épuisés les moyens légaux, l'idée était entrée dans la conscience nationale qu'il n'y avait plus de recours qu'en la force pour maintenir l'ordre et la paix ; que des pouvoirs étrangers à l'autorité tenue pour légitime avaient décidé de renverser l'ordre constitué et d'instaurer le communisme par la violence ; et enfin que, de par la logique fatale des faits, l'Espagne n'avait que cette alternative : ou périr sous l'assaut définitif du communisme destructeur, déjà préparé et décrété, comme cela est arrivé dans les régions où le mouvement national n'a pas triomphé, ou tâcher, dans un effort titanesque, de se débarrasser de ce redoutable ennemi et de sauver les principes fondamentaux de sa vie sociale et de ses caractéristiques nationales.

## 5. — LE SOULEVEMENT MILITAIRE ET LA REVOLUTION COMMUNISTE

Le 18 juillet de l'année passée, eut lieu le soulèvement militaire et éclata la guerre qui dure encore. Mais remarquez bien tout d'abord, que le soulèvement militaire ne se produisit pas seul. Dès le début, s'y adjoignit la collaboration d'un peuple sain, qui s'incorpora en grandes masses au mouvement ; c'est pour cela qu'il convient de l'appeler : civico-militaire ; c'est aussi pour cela que ce mouvement et la révolution communiste sont deux faits qui ne peuvent pas être séparés, si l'on veut juger comme il se doit la nature de la guerre. Coïncidant tous deux, à peu près, au vrai moment initial du choc, ils marquent, dès le commencement, la profonde division des deux Espagnes qui vont s'affronter sur les champs de bataille.

Il y a plus : le mouvement ne se produisit pas sans que ceux qui en avaient pris l'initiative eussent préalablement intimé aux pouvoirs publics de s'opposer par les moyens légaux à la révolution marxiste imminente. La tentative fut inefficace et le conflit éclata. Dès le premier jour les forces civico-militaires se rencontrèrent, non pas tant avec l'armée gouvernementale qui essaya de les réduire, qu'avec la furie déchaînée des milices populaires qui, spéculant sur tout au moins la passivité du gouvernement, s'intégrèrent dans les cadres officiels de l'armée, utilisèrent, outre celui qu'elles possédaient

illégitimement, l'armement des dépôts militaires de l'État, et se ruèrent comme une avalanche contre tout ce qui constitue un soutien dans la société.

Telle est la caractéristique de la réaction opérée dans le camp gouvernemental, contre le soulèvement civico-militaire. C'est, indiscutablement, une contre-attaque de la part des éléments fidèles au Gouvernement ; mais c'est *avant tout* une lutte en association avec les forces anarchistes qui s'étaient unies à eux et avec lesquelles ils lutteront jusqu'au bout de la guerre. La Russie, tout le monde le sait, s'est « greffée » sur l'armée gouvernementale, elle s'est insinuée dans son commandement et, tout en conservant l'apparence d'un Gouvernement du « Front Populaire », elle a marché à fond pour l'instauration du régime communiste par le renversement de l'ordre social établi. Si l'on veut juger de la légitimité du mouvement national, il ne faut pas oublier l'intervention, dans le camp adverse, de ces « milices anarchistes incontrôlables », (selon le mot d'un Ministre du Gouvernement de Madrid), dont le pouvoir a prévalu sur la nation.

Et parce que Dieu est le fondement essentiel d'une société bien ordonnée — il l'était au moins de la nation espagnole — la révolution communiste, alliée des armées du Gouvernement, fut surtout anti-divine. Ainsi se fermait le cycle de la législation laïque de la Constitution de 1931 : par la destruction de tout ce qui était chose de Dieu. Nous laissons à part, bien entendu, toute intervention personnelle de ceux qui n'ont pas agi consciemment sous ce signe ; nous traçons seulement la ligne générale des faits.

C'est pour cela qu'il s'est produit dans l'âme nationale une réaction d'ordre religieux, correspondant à l'action nihiliste et destructive des « sans Dieu ». Et l'Espagne est restée partagée en deux grandes factions militantes. Chacune d'elles fut comme l'aimant de chacune des deux tendances, profondé-

ment populaires. Et, les entourant et collaborant avec elles, les forces opposées qui divisaient la nation se polarisèrent, sous forme de milices volontaires, d'aides et de services d'arrière-garde.

La guerre est donc comme un plébiscite armé. La lutte à blanc des comices du mois de février 1936, pendant laquelle le manque de conscience politique du Gouvernement national accorda arbitrairement aux forces révolutionnaires un triomphe qu'elles n'avaient pas obtenu par les urnes, se transforma. Elle devint une lutte civico-militaire. Querelle cruelle d'un peuple partagé en deux : d'un côté la tendance spirituelle, chez les révoltés, accourus à la défense de l'ordre, de la paix sociale, de la civilisation traditionnelle, de la patrie et très visiblement, dans un grand secteur, à celle de la religion ; et de l'autre côté la tendance matérialiste, disons marxiste, communiste ou anarchiste, qui veut remplacer la vieille civilisation de l'Espagne, avec tous ses facteurs, par la nouvelle « civilisation » des Soviets russes.

Les complications ultérieures de la guerre n'ont modifié qu'accidentellement son caractère : l'internationalisme communiste est accouru sur le territoire espagnol, au secours de l'armée et du peuple marxistes ; de même que, par un réflexe naturel de défense et pour des considérations de caractère international, des armes et des hommes d'autres pays étrangers sont venus aider l'Espagne traditionnelle. Mais les noyaux nationaux restent pareils, quoique la lutte, pourtant profondément populaire, soit arrivée à revêtir un caractère international.

C'est pour cela que des observateurs perspicaces ont pu écrire des phrases de ce genre concernant notre guerre : « C'est une course de vitesse entre le bolchevisme et la civilisation chrétienne. » « Une nouvelle étape et peut-être décisive dans la lutte entamée entre la Révolution et l'Ordre. » « Une

lutte internationale sur un champ de bataille national ; le communisme livre dans la Péninsule une formidable bataille, dont dépend le sort de l'Europe. »

Nous n'avons tracé ici qu'une esquisse historique, d'où l'on peut déduire cette affirmation : le soulèvement civico-militaire fut, à l'origine, un mouvement national de défense des principes fondamentaux de toute société civilisée ; dans son développement, il l'a été contre l'anarchie en coalition avec les forces d'un gouvernement qui n'a ni su ni voulu soutenir ces principes-là.

On peut tirer de cette affirmation les quatre conclusions suivantes :

Premièrement : l'Église, malgré son esprit de paix et quoi qu'elle n'ait voulu ni provoquer la guerre, ni même y collaborer, ne pouvait pas rester indifférente à la lutte : sa doctrine et son esprit, son instinct de conservation, et l'expérience faite en Russie, tout le lui interdisait. D'un côté, on abolissait Dieu, dont l'œuvre doit être réalisée dans le monde par Elle, et on lui causait en ses personnes, en ses biens et en ses droits, un dommage immense, comme peut-être aucune institution dans l'histoire n'en a éprouvé ; de l'autre, en dépit de défauts propres à toute chose humaine, il y avait cet effort pour la conservation du vieil esprit espagnol et chrétien.

Deuxièmement : L'Église, néanmoins, ne s'est pas rendue solidaire des actes, des tendances ou des intentions qui, dans le présent comme l'avenir, pourraient défigurer la noble physionomie du mouvement national dans son origine, ses manifestations et ses buts.

Troisièmement : Nous affirmons que le soulèvement civico-militaire plonge au fond de la conscience populaire une double racine : celle du patriotisme qui a vu en lui l'unique façon de

réveiller l'Espagne et d'éviter sa ruine définitive ; et celle du sentiment religieux, qui le considère comme la force capable de réduire à l'impuissance les ennemis de Dieu et comme la garantie de la continuité de sa foi et de la pratique de sa religion.

Quatrièmement : Pour le moment, il n'y a pour l'Espagne aucun autre espoir de reconquérir la justice et la paix, et les biens qui en découlent, que le triomphe du mouvement national. Peut-être aujourd'hui moins encore qu'au commencement de la guerre, parce que la faction contraire, malgré tous les efforts de ses hommes de gouvernement, n'offre aucune garantie de stabilité politique et sociale.

## 6. — CARACTERES DE LA REVOLUTION

### COMMUNISTE

La révolution communiste espagnole étant déclenchée, il convient de fixer ses caractères. Nous nous bornerons aux affirmations suivantes, déduites de l'étude de faits rigoureusement établis, dont certains sont garantis par les descriptions et les écrits que nous avons sous les yeux. Il nous semble difficile d'en trouver d'aussi autorisées que celles qui nous viennent des provinces libérées de la domination communiste. Il reste encore au pouvoir de l'armée rouge, totalement ou en partie, plusieurs provinces : on a de très rares renseignements sur les désordres qui s'y commettent, sur leur nombre et leur gravité.

A juger d'une façon générale les excès de la révolution communiste espagnole, on peut affirmer que, dans l'histoire des peuples occidentaux, on ne trouve aucun phénomène semblable de sauvagerie collective, aucune accumulation semblable (et en si peu de semaines) d'attentats contre les droits fondamentaux de Dieu, de la société et de la personne humaine. Il serait difficile de découvrir au cours des siècles une époque ou un peuple qui nous offrent de telles et si nombreuses aberrations. Nous ne faisons ici aucune interprétation de caractère psychologique ou social, cela réclame-

rait une étude particulière. Cette révolution anarchiste est « exceptionnelle dans l'histoire ».

Il convient d'ajouter que l'hécatombe de personnes et de choses réalisée par la révolution communiste fut « préméditée ». Peu de temps avant la révolte, étaient arrivés de Russie 79 agitateurs spécialisés. La Commission Nationale d'Unification Marxiste, à ce moment-là, ordonnait la constitution de milices révolutionnaires dans toutes les villes. La destruction des églises ou au moins de leur mobilier fut systématique et en série. Dans le court intervalle d'un mois tous les temples furent rendus inutilisables au culte. Dès 1931, la Ligue Athée comprenait dans son programme un article ainsi conçu : « Plébiscite sur la destination qu'on doit attribuer aux églises et maisons paroissiales » ; et un des comités provinciaux énonçait cette règle : « Le local ou les locaux consacrés jusqu'à présent au culte seront destinés à des magasins collectifs, marchés publics, bibliothèques populaires, maisons de bains ou d'hygiène publique, etc., selon les besoins de chaque ville. » Pour l'élimination des personnes en vue que l'on considérait comme ennemies de la révolution, on avait établi préalablement des « listes noires ». Dans certaines, et en première place, figurait l'Évêque. Quant aux prêtres, un chef communiste avait dit, devant l'attitude du peuple qui voulait sauver le curé de sa paroisse : « Nous avons l'ordre de détruire toute cette graine. »

La preuve la plus éloquente que la destruction totale des temples et le massacre total des prêtres était une chose préméditée, c'est le nombre épouvantable des victimes. Quoique les chiffres ne soient pas encore fixés, nous pouvons compter près de 20.000 églises détruites ou entièrement pillées. Le nombre des prêtres assassinés (en moyenne 40 pour 100 dans

les diocèses dévastés, dans quelques-uns cela va jusqu'à 80 pour 100) s'élève, pour le seul clergé séculier, à environ 6.000. On les charsa avec des chiens ; on les poursuivit à travers les montagnes, on les traqua avec acharnement dans toutes les cachettes possibles. On les tua sans procès, le plus souvent sur-le-champ, sans autre raison que leur fonction sociale de prêtres.

Cette révolution fut suprêmement cruelle. Le massacre revêtit des formes d'une barbarie horrible. En ce qui concerne le nombre : on évalue à plus de 300.000, celui des séculiers qui ont péri assassinés, uniquement pour leurs idées politiques et en particulier religieuses : à Madrid, et pendant les trois premiers mois, on en exécuta plus de 22.000. Presque pas un village où l'on n'ait éliminé les plus connus des gens de droite. Quant à la « forme » : ni accusation, ni preuves, la plupart du temps pas de procès. Sur le chapitre des supplices, voici : un grand nombre furent amputés après avoir été abominablement mutilés ; d'autres eurent les yeux exorbités, la langue coupée, d'autres furent ouverts de haut en bas, brûlés ou enterrés vifs, tués à coups de hache. Bref, on exerça le maximum de cruauté sur les ministres de Dieu. Par pudeur et charité nous ne voulons pas préciser davantage.

Cette révolution fut « inhumaine ». On n'a pas respecté la pudeur de la femme, même de celle consacrée à Dieu. On a profané les tombes et les cimetières. Dans le fameux monastère de Ripoll, on a détruit les sépulcres ; parmi eux se trouvait celui de Guifré le Poilu, fondateur de la Dynastie catalane, et celui de l'Évêque Morgades, restaurateur du célèbre monastère. A Vich, on a profané la tombe du grand Balmes et nous lisons qu'on a joué au football avec le crâne du grand Évêque Torras y Bages. A Madrid et dans le vieux cimetière de Huesca,

on a ouvert des centaines de tombes pour dépouiller les cadavres de l'or de leurs dents et de leurs bagues. Certaines formes de martyre supposent la subversion, sinon la suppression totale du sens de l'humanité.

Cette révolution fut « barbare », vu qu'elle anéantit l'œuvre d'une civilisation séculaire. Elle détruisit des milliers d'œuvres d'art, dont plusieurs d'une renommée universelle. Elle pilla et brûla les archives, rendant de la sorte impossible la recherche historique et l'authentification des faits d'ordre juridique et social. Il y a des centaines de tableaux poignardés, de sculptures mutilées, de merveilles architecturales démolies pour toujours. Nous pouvons dire que le trésor d'art, surtout religieux, accumulé pendant des siècles, a été stupidement détruit en quelques semaines, dans les régions soumises aux communistes. Même sur l'Arc de triomphe de Bara, à Tarragone, œuvre romaine qui datait de vingt siècles, la dynamite a exercé son action. Les fameuses collections d'art de la cathédrale de Tolède, du Palais de Liria, du Musée du Prado, ont été ignominieusement pillées. De nombreuses bibliothèques ont disparu. Aucune guerre, aucune invasion barbare, aucune commotion sociale, dans aucun siècle, n'avait causé en Espagne ruine semblable. Il est vrai que furent employés pour cela des moyens dont on n'avait disposé en aucun temps : une organisation savante mise au service d'une terrible entreprise d'anéantissement, surtout des choses de Dieu, et une technique moderne de locomotion et de destruction à la portée de tout criminel.

Cette révolution a foulé aux pieds les principes les plus élémentaires du « droit des gens ». Qu'on se rappelle les prisons de Bilbao, où furent assassinés par la foule, d'une façon inhumaine, des centaines de prisonniers ; les repréailles

exercées sur les otages que l'on gardait dans des vaisseaux et dans des prisons, sans autre raison qu'un échec militaire ; les assassinats en masse, les malheureux prisonniers étant liés et arrosés par les mitrailleuses ; le bombardement, sans objectif militaire, des villes ouvertes.

Cette révolution fut essentiellement « anti-espagnole ». L'œuvre de destruction fut accomplie aux cris de « Vive la Russie ! », à l'ombre du drapeau international communiste. Les inscriptions murales, l'apologie de personnages étrangers, les commandements militaires aux mains de chefs russes, la spoliation de la nation en faveur de mètèques, l'hymne international communiste, autant de preuves, et suffisantes, de la haine portée à l'esprit national et au sentiment de la patrie.

Mais surtout, cette révolution fut « anti-chrétienne ». Nous ne croyons pas que, dans l'histoire du Christianisme et dans un laps de si peu de semaines, se soit produite une telle explosion de haine contre Jésus-Christ et sa sainte religion. Dévastation si sacrilège que le délégué des Rouges espagnols, envoyé au Congrès des « sans-Dieu », à Moscou, a pu déclarer : « L'Espagne a surpassé de beaucoup l'œuvre des Soviets, car l'Église en Espagne a été complètement anéantie. »

Les martyrs se comptent par milliers ; le témoignage qu'ils ont porté est une espérance pour notre pauvre Patrie ; mais peut-être ne trouverions-nous pas, dans le Martyrologe romain, une forme de martyre non employée par les communistes, sans en excepter la crucifixion ; et d'autre part les objets et les machines modernes ont permis de nouveaux supplices.

La haine envers Jésus-Christ et la Vierge est arrivée au paroxysme et, dans les centaines de crucifix poignardés, dans les images de la Vierge bestialement souillées, dans les affiches

placardées à Bilbao où l'on blasphémait sacrilègement la Mère de Dieu, dans l'infâme littérature des tranchées rouges où l'on ridiculise les mystères divins, dans la profanation réitérée des Images Sacrées, nous pouvons deviner la haine de l'Enfer, incarné en ces malheureux communistes. « J'avais juré de me venger de toi » — criait l'un d'eux à Notre-Seigneur enfermé dans le tabernacle — et, déchargeant sur lui son pistolet, il ajoutait : « Rends-toi aux rouges ; rends-toi au marxisme. »

La profanation des reliques sacrées a été épouvantable : on a détruit ou brûlé les corps de saint Narcisse, de saint Pascal Bailon, de la bienheureuse Béatrice de Silva, de saint Bernard Calvo et de bien d'autres. Les formes assumées par la profanation ont été si invraisemblables qu'on ne peut pas les concevoir sans supposer une suggestion diabolique. Les cloches ont été brisées et fondues. Le culte absolument supprimé dans tout le territoire communiste, à l'exception d'une petite portion du Nord. Grand nombre de temples, parmi lesquels de vrais joyaux d'art, ont été totalement dévastés : à cette œuvre inique on a forcé à travailler de pauvres prêtres. Des images fameuses, objets de la vénération séculaire, ont disparu pour toujours, détruites ou brûlées. En mainte localité, l'autorité a obligé les citoyens à livrer tous les objets religieux leur appartenant pour les détruire publiquement ; qu'on juge ce que cela représente dans l'ordre du droit naturel, des liens de famille et comme violence faite à la conscience chrétienne.

Nous ne voulons pas poursuivre, Vénérables Frères, la critique de l'action communiste dans notre patrie, et nous laissons à l'histoire le soin de rapporter fidèlement les faits. Si l'on nous reprochait d'avoir dénoncé en termes si crus ces ignominies de notre révolution, nous nous justifierions par l'exemple de saint Paul, qui n'hésite pas à venger en des

termes terribles la mémoire des prophètes d'Israël et qui a les épithètes les plus dures pour les ennemis de Dieu ; ou par celui du Saint-Père, qui, dans son Encyclique sur le Communisme athée, parle d'une « destruction si épouvantable, commise en Espagne avec une haine, une barbarie et une férocité qu'on n'eût pas crues possibles dans notre siècle ».

Nous réitérons nos paroles de pardon pour tous et notre intention de leur faire le plus de bien possible. Et nous finissons ce paragraphe en citant cette phrase du « Rapport officiel » sur les événements de la révolution dans ses trois premiers mois : « Qu'on n'accuse le peuple espagnol de rien d'autre que d'avoir servi d'instrument pour la perpétration de ces crimes... » Cette haine de la religion et des traditions patriotiques, prouvée par le fait que tant de choses sont perdues pour toujours, « cette haine est venue de Russie, importée par des Orientaux à l'esprit pervers. » Pour l'excuse de tant de victimes, envoûtées par une « doctrine de démons », rappelons qu'au moment de mourir, condamnés par la loi, nos communistes se sont, dans leur immense majorité, réconciliés avec le Dieu de leurs pères. A Majorque, il n'en est mort dans l'impénitence, que 2 pour 100 ; dans les régions du sud, pas plus de 20 pour 100, et dans celles du nord peut-être pas 10 pour 100. C'est une preuve de la tromperie dont a été victime notre peuple.

## 7. — LE MOUVEMENT NATIONAL : SES CARACTERES

Essayons d'expliquer maintenant le caractère du mouvement dit « national », selon nous fort justement. D'abord par son esprit ; parce que la nation espagnole était dissociée, dans son immense majorité, d'avec un État qui n'avait pas su incarner ses nécessités et ses aspirations profondes ; et le mouvement fut accepté comme une espérance par toute la nation. Dans les régions non libérées il n'attend que le moment de faire éclater la cuirasse des forces communistes qui l'étouffent. Il est aussi national par son but, puisqu'il tend à sauver et à conserver dans l'avenir la vie profonde d'un peuple organisé dans le cadre d'un État qui sache continuer dignement son histoire. Nous exprimons ici une réalité, le désir général des citoyens espagnols ; nous ne parlons pas des procédés pour le réaliser.

Ce mouvement a renforcé le sentiment de Patrie contre les forces étrangères qui lui sont contraires. Patrie signifie paternité ; c'est le milieu moral, comme d'une famille nombreuse, qui permet au citoyen son développement total ; et le mouvement national a déterminé un courant d'amour, qui s'est concentré autour du nom et de la substance historique de l'Espagne, en rejetant les éléments étrangers qui avaient causé sa ruine. Et comme l'amour de la Patrie, quand il s'est « surnaturalisé » par l'amour de Jésus-Christ, notre Dieu et

Seigneur, atteint aux sommets de la charité chrétienne, nous avons assisté à une véritable explosion de charité, charité dont le sang de milliers de citoyens, répandu au cri de « Vive l'Espagne ! » « Vive le Christ Roi ! » est comme l'expression suprême.

Au sein du mouvement national s'est produit le phénomène merveilleux du martyr (le Pape l'a dit : un vrai martyr) de milliers d'Espagnols : prêtres, religieux et séculiers ; et ce témoignage par le sang devra conditionner dans l'avenir, sous peine d'une immense responsabilité politique, les actes de ceux qui, une fois les armes déposées, auront à construire le nouvel État dans le calme de la paix.

Ce mouvement a garanti l'ordre dans le territoire qu'il domine. Comparons la situation des régions dans lesquelles a prévalu le mouvement national à celle des provinces où règnent encore les communistes. De ces dernières, on peut dire la parole du sage : « Ubi non est gubernator, dissipabitur populus ». Sans prêtres, sans églises, sans culte, sans justice, sans autorité, elles sont en proie à une anarchie épouvantable, à la faim et à la misère. D'autre part, au milieu de l'effort et de la douleur terrible de la guerre, les autres régions vivent dans la tranquillité de l'ordre, sous la tutelle d'une véritable autorité, principe de la justice, de la paix et du progrès, qui sont la condition de la prospérité de la vie sociale. Alors que, dans l'Espagne marxiste, on vit sans Dieu, dans les régions indemnes ou reconquises, on célèbre le culte divin et de nouvelles manifestations de la vie chrétienne peuvent s'épanouir.

Une telle situation permet d'escompter un régime de justice et de paix dans l'avenir. Nous ne voulons risquer aucun présage. Nos maux sont des plus graves. Le relâchement des liens sociaux ; les mœurs d'une politique corrompue ; la

méconnaissance des devoirs civiques ; l'inachèvement d'une conscience vraiment catholique ; la division spirituelle en ce qui concerne la solution de nos grands problèmes nationaux ; l'élimination par l'assassinat de milliers d'hommes choisis, appelés par leur état et leur formation à l'œuvre de reconstruction nationale ; les haines et la disette qui sont la conséquence de toute guerre civile ; l'idéologie étrangère qui, régnant sur l'État, tend à l'écarter de l'idée et des influences chrétiennes ; voilà autant de difficultés dans le travail de refaire une Espagne neuve, greffée sur le tronc de notre vieille histoire et vivifiée par sa sève. Difficultés énormes. Mais nous avons l'espoir que, une fois accompli ce sacrifice immense, et si fécond, nous retrouverons notre véritable esprit national. Nous le réintégrons peu à peu, par une législation où prédomine le sentiment chrétien : dans la culture, dans la morale, dans la justice sociale et dans l'honneur et le culte qu'on doit à Dieu. Qu'Il soit en Espagne le premier bien servi, telle est la condition essentielle pour que la nation soit, elle aussi, vraiment bien servie.

## 8. — REPONSE A QUELQUES REMARQUES

Cette lettre n'atteindrait pas son but, Vénérables Frères, si nous ne répondions à quelques observations qu'on nous a faites, et qui nous viennent de l'étranger.

On a accusé l'Église de s'être défendue contre un mouvement populaire en se fortifiant dans ses temples, occasionnant ainsi leur ruine et le massacre des prêtres. — Nous le nions. — La ruée contre les temples fut soudaine, presque simultanée dans toutes les régions et coïncida avec le massacre des prêtres. Les temples brûlèrent parce qu'ils étaient les maisons de Dieu, et les prêtres furent sacrifiés parce qu'ils étaient les ministres de Dieu. Les preuves en abondent. L'Église n'a pas été l'agresseur. Elle était la première bienfaitrice du peuple, inculquant la doctrine et fomentant les œuvres de justice sociale. Elle a succombé, — là où dominait le communisme anarchiste, — victime innocente, pacifique, sans défense.

On nous a demandé, de l'étranger, de dire s'il est bien vrai que l'Église en Espagne était propriétaire d'un tiers du territoire national et que le peuple se soit soulevé pour se libérer de son oppression. C'est une accusation ridicule. L'Église ne possédait de ce territoire que quelques parcelles insignifiantes : des presbytères, des maisons d'éducation, et cela même lui avait été enlevé dernièrement par l'État. Tout ce

que l'Église possède en Espagne ne suffirait pas au quart de ses besoins, et il lui sert à remplir ses obligations les plus sacrées.

On accuse l'Église d'irréflexion et de partialité, pour s'être mêlée d'un conflit qui désunit la nation. L'Église s'est toujours mise du côté de la justice et de la paix et a toujours collaboré avec les pouvoirs de l'État, dans chaque occurrence, pour le bien commun. Elle ne s'est liée à personne : parti, individu ou tendance. Placée au-dessus de tous et de tout, elle a accompli son devoir qui est d'enseigner la doctrine et d'exhorter à la charité, non sans éprouver une profonde peine d'avoir été persécutée et répudiée par tant de ses fils égarés. Nous en appelons au témoignage des faits et des écrits nombreux qui attestent cette affirmation.

On dit que cette guerre est une guerre de classes et que l'Église s'est rangée du côté des riches. Ceux qui connaissent ses origines et sa nature savent bien que non. Même en admettant certaines négligences dans l'accomplissement des devoirs de justice et de charité que l'Église était d'ordinaire la première à recommander, les classes travailleuses étaient fort bien protégées par la loi et la nation était entrée dans le bon chemin d'une meilleure distribution de la richesse. La lutte des classes est autrement virulente dans d'autres pays. Eh bien ! c'est justement en Espagne que la plupart des régions pauvres se sont libérées des horreurs de la guerre. Et c'est dans les provinces où le coefficient de la richesse et du bien-être du peuple était le plus grand que la révolution fut le plus acharnée. Oublions-nous notre législation sociale et nos institutions prospères de bienfaisance et d'assistance publique et privée, toutes d'origine espagnole et très chrétienne ? Le peuple a été trompé par des promesses irréalisables, incompa-

tibles non seulement avec la vie économique du pays, mais encore avec n'importe quel genre de vie économique organisée. Telle est la situation : d'une part des régions indemnes où tout marche bien, et de l'autre, du côté de la domination communiste : la misère.

La guerre en Espagne, dit-on, n'est qu'un épisode de la lutte universelle entre la démocratie et l'étatisme ; le triomphe du mouvement national placerait la nation sous l'esclavage de l'État. L'Église de l'Espagne — lisons-nous dans une revue étrangère — devant le dilemme : être persécutée par le gouvernement de Madrid ou asservie par des hommes représentant des tendances politiques qui n'ont rien de chrétien, a opté pour la servitude. Or, ce n'est pas ce dilemme qui s'est posé, mais celui-ci : L'Église, au lieu de périr totalement par le communisme, comme c'est le cas dans les régions où celui-ci domine, est protégée par un pouvoir, qui, jusqu'à présent, a garanti les principes fondamentaux de toute société, sans jamais s'occuper de ses tendances politiques.

Quant à l'avenir, nous ne pouvons préjuger de ce qui se passera après la guerre. Oui, nous affirmons qu'elle n'a pas été entreprise pour édifier un État autocrate sur les ruines d'une nation humiliée, mais bien pour faire revivre l'esprit national avec la vigueur et la liberté chrétiennes des anciens temps. Nous nous fions à la prudence des hommes de gouvernement, qui ne voudraient pas accepter de moule étranger pour l'État espagnol futur ; au contraire, ils n'oublieront pas les exigences profondes de la vie nationale ni la ligne suivie par les siècles passés. Toute société bien ordonnée est basée sur de solides principes et c'est d'eux qu'elle vit et non pas d'apports étrangers, en contradiction avec l'esprit du pays. La vie est plus forte que les programmes, et un homme d'État prudent n'en imposera pas un qui violente les forces

intimes de la nation. Nous serions les premiers à déplorer que l'autocratie irresponsable d'un Parlement fût remplacée par celle, autrement redoutable, d'une dictature n'ayant pas ses racines dans la nation. Nous gardons le légitime espoir qu'il n'en sera pas ainsi. Ce qui a sauvé l'Espagne dans le moment actuel, qui est si grave, c'est justement la continuité des principes séculaires qui ont formé sa vie nationale et le fait qu'une grande partie du pays s'est soulevée pour les défendre. Ce serait une erreur d'interrompre ce grand passé de la nation mais il ne faut pas croire qu'on risque de tomber dans cette erreur.

On impute aux dirigeants du mouvement national des crimes semblables à ceux commis par le Front Populaire. « L'armée blanche, lisons-nous dans une revue catholique étrangère des plus sérieuses, recourt à des moyens injustifiables contre lesquels nous devons protester... L'ensemble des informations qui nous sont parvenues indique que la terreur blanche règne dans l'Espagne nationaliste avec l'horreur que présentent presque toutes les terreur révolutionnaires... Les résultats obtenus semblent dérisoires par rapport au développement de la cruauté méthodiquement organisée et dont les troupes se font gloire. » L'honorable signataire de cet article est très mal informé. Chaque guerre a ses excès ; le mouvement national en aura eu, lui aussi ; personne ne peut se défendre en toute sérénité des attaques enragées d'un ennemi sans entrailles. Tout en réprouvant, au nom de la justice et de la charité chrétiennes, les excès commis par erreur ou du fait de subalternes (et méthodiquement grossis par les informations étrangères), nous disons que le jugement ici par nous rectifié ne correspond pas à la vérité et nous affirmons qu'il y a un écart énorme, infranchissable, entre les deux partis, en ce qui concerne les principes de la justice, et la façon

de l'administrer. Bien plus, nous pourrions dire que les actes du Front Populaire n'ont été qu'une suite terrible d'offenses à la justice, à Dieu, à la société et aux hommes. On ne peut pas parler de justice quand on élimine Dieu, principe de toute justice. Tuer pour tuer, détruire pour détruire, dépouiller l'adversaire non-belligérant, tels sont les principes de conduite civile et militaire que nous voyons observés par les uns, et qu'on ne saurait imputer aux autres sans mensonge.

Deux mots sur le problème du nationalisme basque, si méconnu et si faussé, et dont on a fait une arme contre le mouvement national. Toute notre admiration pour les vertus civiques et religieuses de nos frères basques. Toute notre charité pour le grand malheur qui les afflige et que nous considérons comme nôtre puisqu'il est celui de la patrie. Toute notre peine pour l'aveuglement qui s'est emparé de ses dirigeants dans un moment si grave de son histoire. Mais toute notre réprobation pour avoir fait la sourde oreille à la voix de l'Église et pour avoir ainsi réalisé les paroles du Pape dans son Encyclique sur le communisme : « Les agents de destruction, qui ne sont pas très nombreux, profitent de ces discordes (des catholiques), les rendent plus âpres et finissent par dresser les catholiques les uns contre les autres. » — « Ceux qui travaillent à augmenter les dissensions entre les catholiques assument une terrible responsabilité devant Dieu et devant l'Église. » — « Le communisme est essentiellement pervers, et on ne peut pas admettre que collaborent avec lui, sur aucun terrain, ceux qui prétendent sauver la civilisation chrétienne. » — « Plus les régions où le communisme parvient à pénétrer se distinguent par l'antiquité et la grandeur de leur civilisation chrétienne, plus dévastatrice s'y déploie la haine des « sans-Dieu ».

Dans une revue étrangère des plus répandues, on affirme que le peuple s'est séparé en Espagne du prêtre parce que celui-ci est recruté dans les classes supérieures et qu'il ne veut pas baptiser ses enfants à cause des droits élevés perçus pour l'administration du sacrement. A la première accusation nous répondrons que les vocations dans les divers Séminaires de l'Espagne sont réparties de la façon suivante : nombre total de séminaristes en 1935 : 7.401 : nobles : 6 ; riches : 115 avec un capital supérieur à 10.000 pts ; pauvres ou presque pauvres : 7.280. En ce qui concerne la deuxième, avant le changement de régime la proportion des enfants non baptisés de catholiques n'arrivait pas à 1 pour 10.000. Quant aux droits d'administration du sacrement, ils sont des plus modiques, et nuls pour les pauvres.

## 9. — CONCLUSION

Nous terminons, Vénérables Frères, cette lettre, déjà longue, en vous priant de nous aider à déplorer la grande catastrophe nationale de l'Espagne, où se sont perdues, avec la justice et la paix, fondement du bien commun et de cette vie vertueuse de la cité dont nous parle le Docteur Angélique, tant de valeurs de civilisation et de vie chrétienne. L'oubli de la vérité et de la vertu dans l'ordre politique, économique et social, nous a valu ce malheur collectif. Nous avons été mal gouvernés parce que, comme dit Saint Thomas, Dieu fait régner l'hypocrite à cause des péchés du peuple.

A votre compassion, ajoutez la charité de vos prières et de celles de vos fidèles : pour que nous profitons de la leçon de punition dont Dieu nous a éprouvés ; pour que bientôt notre patrie soit reconstruite et puisse accomplir ses destinées futures, présagées par celles de son grand passé ; pour que, grâce à cet effort et à ces prières unanimes, soit endiguée cette inondation du communisme qui tend à annuler l'Esprit de Dieu et l'esprit de l'homme, seuls soutiens des civilisations d'autrefois.

Et complétez votre œuvre en répandant, charitablement, la vérité sur les choses de l'Espagne. « Non est addenda afflictio afflictis. » A la peine pour tout ce que nous souffrons s'est ajoutée celle de n'avoir pas été compris dans nos souffrances. Pis encore, elles ont été augmentées par le men-

songe, et l'interprétation fausse. On ne nous a même pas fait l'honneur de nous considérer comme des victimes. La raison et la justice ont été pesées dans la même balance que le tort et l'injustice. Et cette injustice était peut-être la plus grande qu'on ait vue dans tous les siècles. On a accordé au journal salarié, aux plus malhonnêtes brochures, aux écrits d'Espagnols prévaricateurs déshonorant le nom de leur patrie, le même crédit qu'à la voix des Prélats, à l'étude consciencieuse des moralistes, à la relation authentique de faits qui sont un outrage à l'histoire humaine. Aidez-nous à répandre la vérité. Ses droits sont imprescriptibles, surtout quand il s'agit de l'honneur d'un peuple, du prestige de l'Église, du salut du monde. Aidez-nous, en divulguant le contenu de ces lettres, en veillant à la presse et à la propagande catholiques, en rectifiant les erreurs de l'autre presse indifférente ou hostile. L'ennemi a semé copieusement la zizanie ; aidez-nous à semer abondamment la bonne graine.

Permettez-nous une dernière déclaration. Dieu sait que nous aimons nos frères en Jésus-Christ et que nous pardonnons de bon cœur à tous ceux qui, sans savoir ce qu'ils faisaient, ont causé de si graves dommages à l'Église et à la Patrie. Ce sont nos fils. Nous invoquons devant Dieu et en leur faveur les mérites de nos martyrs ; des dix évêques et des milliers de prêtres et de catholiques qui sont morts en leur pardonnant, ainsi que la douleur, profonde comme la mer, que souffre notre Espagne. Priez pour que, dans notre pays, s'éteignent les haines, se rapprochent les âmes et que nous redevenions tous une seule famille unie par la charité. Souvenez-vous de nos évêques assassinés, de tant de prêtres, de religieux et de séculiers éminents qui ont péri uniquement parce qu'ils constituaient la milice choisie du Christ, et priez le Seigneur de rendre fécond leur sang généreux. D'aucun d'eux l'on ne peut dire qu'il ait défailli à l'heure du martyre ;

c'est par milliers qu'ils ont donné l'exemple de l'héroïsme le plus haut. C'est la gloire de notre Espagne, et à jamais inflétrissable. Aidez-nous à prier, et sur notre terre arrosée aujourd'hui par le sang de nos frères, brillera de nouveau l'arc-en-ciel de la paix chrétienne et se reconstruiront en même temps notre Église, si glorieuse, et notre Patrie, si féconde.

Et que la paix du Seigneur soit avec nous tous, puisqu'on nous a tous appelés pour la grande œuvre de la paix universelle. Cette paix, c'est le rétablissement du Règne de Dieu dans le monde par l'édification du Corps du Christ, qui est l'Église, dont nous avons été établis les Évêques et les Pasteurs.

Nous vous écrivons ceci d'Espagne, en rappelant le souvenir de nos Frères défunts ou absents de la Patrie, le 1<sup>er</sup> juillet 1937, jour de la fête du Précieux Sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

† ISIDRO, Card. GOMA Y TOMAS, *archevêque de Tolède* ;  
† EUSTAQUIO, Card. ILUNDAIN Y ESTEBAN, *archevêque de Séville* ; † PRUDENCIO, *archevêque de Valence* ; † MANUEL, *archevêque de Burgos* ; † RIGOBERTO, *archevêque de Saragosse* ; † TOMAS, *archevêque de Santiago* ; † AGUSTIN, *archevêque de Grenade, Administrateur apostolique d'Almeria, de Guadix et de Jaen* ; † JOSÉ, *archevêque-évêque de Majorque* ; † ADOLFO, *évêque de Cordoue, administrateur apostolique de l'Evêché-Prieuré de Ciudad-Real* ; † ANTONIO, *évêque d'Astorga* ; † LEOPOLDO, *évêque de Madrid-Alcala* ; † MANUEL, *évêque de Palencia* ; † ENRIQUE, *évêque de Salamanque* ; † VALENTIN, *évêque de Solsona* ; † JUSTINO, *évêque d'Urgel* ;

† MIGUEL DE LOS SANTOS, évêque de Carthagène ; † FIDEL, évêque de Calahorra ; † FLORENCIO, évêque d'Orense ; † RAFAEL, évêque de Lugo ; † FÉLIX, évêque de Tortosa ; † FR. ALBINO, évêque de Tenerife ; † JUAN, évêque de Jaca ; † JUAN, évêque de Vich ; † NICANOR, évêque de Tarazona, administrateur apostolique de Tudela ; † JOSÉ, évêque de Santander ; † FELICIANO, évêque de Plasencia ; † ANTONIO, évêque de Chersonèse de Crète, administrateur apostolique d'Ivice ; † LUCIANO, évêque de Ségovie ; † MANUEL, évêque de Curio, administrateur apostolique de Ciudad Rodrigo ; † MANUEL, évêque de Zamora ; † LINO, évêque de Huesca ; † ANTONIO, évêque de Tuy ; † JOSÉ MARIA, évêque de Badajoz ; † JOSÉ, évêque de Gérone ; † JUSTO, évêque d'Oviedo ; † FR. FRANCISCO, évêque de Coria ; † BENJAMIN, évêque de Mondoñedo ; † TOMAS, évêque d'Osma ; † FR. ANSELMO, évêque de Teruel-Albarracín ; † SANTOS, évêque d'Avila ; † BALBINO, évêque de Malaga ; † MARCELINO, évêque de Pampelune ; † ANTONIO, évêque des Canaries ; Hilario Yaben, vicaire capitulaire de Sigüenza ; Eugenio Domaica, vicaire capitulaire de Cadix ; Emilio F. Garcia, vicaire capitulaire de Ceuta ; Fernando Alvarez, vicaire capitulaire de Léon ; José Zurita, vicaire capitulaire de Valladolid.